

N° 2541.

ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité concernant la réglementation du statut de la frontière décrite à l'article 83 du Traité de paix de Versailles en date du 28 juin 1919, signé à Berlin, le 3 février 1927, et procès-verbal y annexé, signé à Prague, le 28 mars 1924.

GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA

Treaty regulating the Frontier Relations on the Frontier described in Article 83 of the Treaty of Peace of Versailles of June 28, 1919, signed at Berlin, February 3, 1927, and Procès-Verbal annexed thereto, signed at Prague, March 28, 1924.

après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPITRE PREMIER

SECTION I.

DÉTERMINATION DE LA FRONTIÈRE ET ÉTABLISSEMENT DES INSTRUMENTS Y RELATIFS

DETERMINATION OF THE FRONTIER AND ESTABLISHMENT OF THE DOCUMENTS RELATING THERETO.

Article premier.

Article 1.

La frontière entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand, décrite à l'article 83 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, a été fixée, marquée et mesurée sur les lieux par la Commission de délimitation dans le courant des années 1920 à 1923. Le résultat de ces travaux de démarcation et de mesurage a été enregistré dans trois instruments de teneur identique, remis respectivement à la Conférence des Ambassadeurs et à chacun des gouvernements des deux pays.

The frontier described in Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, between the Czechoslovak Republic and the German Reich was fixed, marked and surveyed on the spot by the Boundary Delimitation Commission during the period from 1920 to 1923. The results of the demarcation and survey are contained in three identical documents; a copy of each of these documents was sent to the Conference of Ambassadors and to the two Governments.

Article 2.

Article 2.

1. Pour autant que les instruments mentionnés à l'article 1 ne fixent pas le tracé de la frontière dans tous les détails, les résultats des travaux de mesurage, qui devront encore être reportés dans des croquis spéciaux, vérifiés et approuvés, feront foi.

1. In so far as the documents (Article 1) do not define the course of the frontier in detail, the results of the survey work, which have still to be entered in special field-sketches, to be checked and to be confirmed, shall be accepted as authoritative.

2. Les croquis seront déposés, en Tchécoslovaquie, dans les archives du Ministère des Travaux publics à Prague, et, en Allemagne, au Ministère de l'Intérieur du Reich, Service des Frontières.

2. In Czechoslovakia, these field-sketches shall be deposited in the archives of the Ministry of Public Works at Prague, and in Germany, with the Boundary Department of the Reich Ministry of the Interior.

Article 3.

Article 3.

1. En cas de divergence entre la description de la frontière et les cartes annexées au protocole de délimitation, d'une part, et les croquis d'autre part, la préférence sera donnée aux croquis.

1. If the descriptions of the frontier and the maps annexed to the Delimitation Protocol and the field-sketches are not consistent, the field-sketches shall be accepted as authoritative.

2. Lorsque les indications des croquis ne concordent pas avec les mesures obtenues sur place alors que les bornes frontières n'ont pas été déplacées, les résultats des constatations faites sur place feront foi.

2. If the field-sketches are not consistent with the measurements made on the spot, although the boundary marks have not been moved, the results of the work done on the spot shall be accepted.

Article 4.

La ligne frontière à la surface du sol délimite également le territoire de chaque Etat au-dessus et au-dessous du sol.

Article 4.

The frontier line on the surface of the ground indicates the boundary of the two States above and below the ground.

CHAPITRE II

SECTION II.

ROUTES ET CHEMINS À LA FRONTIÈRE

ROADS AND PATHS ON THE FRONTIER.

Article 5.

1. Les deux Etats veilleront à ce que les routes et chemins publics ouverts à la circulation internationale, avec postes de contrôle douanier et de contrôle des passeports (routes douanières), ou au petit trafic de frontière, ainsi que les ouvrages qui en font partie, soient entretenus dans un état répondant aux besoins du trafic par ceux qui y sont astreints par la loi ou de toute autre façon.

2. L'exécution des travaux d'entretien des ouvrages (ponts, ponceaux, etc.) qui font partie des routes et chemins mentionnés à l'alinéa 1 et qui sont coupés par la frontière, ainsi que la répartition des frais, feront l'objet d'une entente entre les autorités compétentes des deux Parties.

Article 5.

1. The two States shall take steps to ensure that public roads and paths serving at any time as passages across the frontier and provided with Customs and passport offices (Customs roads), or serving for minor frontier traffic, together with the works belonging thereto, are maintained by the parties legally or otherwise responsible for their maintenance, in a condition which will allow of their satisfying the requirements of traffic.

2. The competent authorities of the two Parties shall come to an agreement with regard to the uniform execution of the work of maintaining the installations (bridges, culverts, etc.) forming part of the roads and paths mentioned in paragraph 1 and intersected by the frontier, as also with regard to the equitable apportionment of the costs.

Article 6.

1. Les routes et chemins publics dont la ligne médiane constitue la frontière, (routes frontières, chemins frontières) ainsi que les ouvrages qui en font partie, sont entretenus en commun par ceux qui y sont astreints par la loi ou de toute autre façon. Les autorités compétentes des deux Parties se mettront d'accord au sujet de l'exécution uniforme des travaux d'entretien et de la répartition proportionnelle des frais, ainsi qu'au sujet de la réglementation du trafic.

2. Les routes frontières et les chemins frontières mentionnés à l'alinéa premier, dont le maintien ultérieur ne serait plus désiré de part et d'autre, seront supprimés d'un commun accord et le bornage de la frontière sera modifié en conséquence.

Article 6.

1. Public roads and paths whose median line forms the frontier (frontier roads and paths) shall be jointly maintained, together with the works belonging thereto, by the parties legally or otherwise bound to do so. The competent authorities of the two Parties shall further come to an agreement with regard to the uniform execution of this work, the equitable distribution of costs and the regulation of traffic.

2. Any roads and paths mentioned in paragraph 1 the maintenance of which is no longer desired by either Party shall be closed by joint agreement and the marking of the frontier shall be correspondingly modified.

Article 7.

1. L'utilisation des routes frontières et des chemins frontières sur toute leur largeur n'est pas subordonnée à la production des pièces habituellement nécessaires pour le passage de la frontière.

2. Lorsqu'ils utilisent les routes frontières et les chemins frontières dans toute leur largeur, les fonctionnaires et le personnel qui assurent réglementairement les services de la sûreté publique, de la surveillance des frontières, des douanes, des postes et télégraphes, pourront être revêtus de leur uniforme officiel et porter, le cas échéant, leur sabre-baïonnette; dans l'exercice de leurs fonctions, ils pourront également, le cas échéant, porter des armes à feu. Ils ne pourront, toutefois, procéder aux actes requis par leurs fonctions, en dehors du territoire de leur propre Etat, qu'à la suite d'une entente spéciale entre les Parties contractantes.

Article 8.

Les détachements des forces militaires ou les militaires en armes des deux Etats, qui n'assurent pas réglementairement à la frontière, les services de la sûreté publique, de la surveillance des frontières ou des douanes, ne doivent pas utiliser les routes frontières et les chemins frontières.

Article 9.

Les marchandises transportées par les routes et chemins frontières entre deux localités différentes du même Etat sont considérées comme n'étant pas sorties dudit Etat, même s'il est fait usage de la moitié de la route, ou du chemin, situés en dehors du territoire de cet Etat.

Article 10.

L'aménagement de nouveaux chemins et routes traversant la frontière, ainsi que de nouveaux ponts sur les cours d'eau frontières ne peut avoir lieu qu'à la suite d'un accord entre les autorités désignées par les gouvernements des deux Etats.

Article 7.

1. The whole breadth of frontier roads and paths may be used without it being necessary to be in possession of the usual documents required for crossing the frontier.

2. When using any part of the breadth of frontier roads and paths, officials and staff who, in virtue of their service regulations, are discharging their duties as members of the police, frontier-supervision, Customs, postal or telegraph services, may wear uniform and, if necessary, carry side-arms; they may also in the exercise of their functions, carry firearms. They may not, however, in such circumstances, perform official acts outside the territory of their State, unless special arrangements are concluded between the Contracting Parties.

Article 8.

Frontier roads and paths may not be used by military detachments or armed soldiers of the two States unless they are employed on the frontier, in virtue of their service regulations, on police work, frontier supervision or Customs work.

Article 9.

Goods conveyed by frontier roads and paths between places in the same State shall be regarded as having been conveyed within that State, even if the part of the road or path situated outside its territory is used.

Article 10.

New roads and paths across the frontier and new bridges over frontier watercourses may only be constructed after agreement between the authorities specified by the Governments of the two States.

Article 11.

Les autorités des deux États, chargées des travaux d'entretien et de reconstruction des routes, des chemins et des ponts à la frontière, peuvent communiquer directement entre elles à ce sujet.

Article 11.

The authorities of the two States responsible for the maintenance and reconstruction of frontier roads, paths and bridges may communicate direct with each other on these matters.

CHAPITRE III

RÉGIME DES EAUX A LA FRONTIÈRE

PREMIÈRE PARTIE.

COURS D'EAU FRONTIÈRES.

Article 12.

1. Aux termes de l'article VI du Protocole final de la Commission germano-tchécoslovaque de délimitation de la frontière, signé le 28 mars 1924, la frontière le long des cours d'eau qui la délimitent (cours d'eau frontières) est constituée par la ligne médiane du cours d'eau.

2. La frontière définie à l'alinéa premier suit les déplacements progressifs et naturels du cours d'eau. Dans le cas de déplacement d'une autre nature, la frontière sera constituée, jusqu'à ce qu'intervienne un nouveau règlement, par la ligne médiane du cours d'eau telle qu'elle courait avant que le déplacement en question se soit produit.

Article 13.

Sauf dispositions contraires du présent traité, les droits de propriété sur les cours d'eau frontière ainsi que les autres droits et obligations ayant trait auxdits cours d'eau sont réglés conformément à la législation de l'État sur le territoire duquel se trouve la partie du cours d'eau à laquelle se rapportent lesdits droits et obligations.

DEUXIÈME PARTIE.

DROITS CONCERNANT LES COURS D'EAU ET OUVRAGES HYDRAULIQUES EXISTANT ACTUELLEMENT.

Article 14.

Les droits existants sur les cours d'eau frontière et sur les cours d'eau coupés par la frontière

SECTION III.

FRONTIER WATERS.

PART I.

FRONTIER WATERCOURSES.

Article 12.

1. In accordance with Article VI of the Final Protocol of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, of March 28, 1924, the median line of the watercourse forms the frontier in the case of watercourses which mark the frontier (frontier watercourses).

2. The frontier laid down in paragraph 1 follows the gradual natural changes of the watercourse. In the case of any other change, the median line of the watercourse, as such line existed before the change in question, shall continue to form the frontier line until a new arrangement has been concluded.

Article 13.

Ownership of frontier watercourses and other rights and obligations in respect thereof shall, unless otherwise provided in the present Treaty, be governed by the laws of the State in whose territory the part of the water-course in question is situated.

PART 2.

EXISTING RIGHTS IN CONNECTION WITH WATERCOURSES AND HYDRAULIC INSTALLATIONS.

Article 14.

Existing rights in respect of frontier watercourses and watercourses intersected by the

— sur ces derniers, dans la mesure où ils sont affectés par le tracé de la frontière — ainsi que les droits qui, d'une manière générale, concernent les eaux à la frontière, seront reconnus par les deux Etats comme existant de plein droit. Cette règle s'applique également à l'utilisation en commun des cours d'eau frontière.

Article 15.

Les droits de l'espèce visés à l'article 14 qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent traité, étaient déjà inscrits dans le registre des eaux ou dans le livre foncier, doivent être communiqués par les autorités compétentes de l'un des Etats à celles de l'autre Etat dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent traité; les inscriptions faites ultérieurement doivent être communiquées de la même manière dans les trois mois qui suivront l'inscription.

Article 16.

Les conventions privées conclues jusqu'à ce jour entre les propriétaires d'installations hydrauliques et les autres intéressés, au sujet de l'utilisation de l'eau, resteront en vigueur même si l'un des intéressés se trouve avoir été placé sous la souveraineté de l'autre Etat à la suite de la modification de la frontière.

Article 17.

Les charges d'entretien, servitudes et autres obligations découlant des droits de l'espèce mentionnés à l'article 14 subsisteront sans égard au fait que les installations hydrauliques auxquelles se rapportent les droits ou obligations en question se trouvent que le territoire de l'un ou de l'autre des deux Etats ou que les personnes assujetties auxdites obligations, ou les ayants-droit, se trouvent placés sous la souveraineté de l'un ou de l'autre des deux Etats.

Article 18.

Les personnes chargées des travaux de mesurage, de construction, d'entretien ou de la manœuvre des ouvrages hydrauliques situés à la frontière (ouvrages d'art, de régularisation, d'amélioration, etc.), les propriétaires des

frontier — as regards the latter, in so far as these rights are affected by the tracing of the frontier — as also rights in respect of frontier waters in general, shall continue to be legally recognised by both States. The same applies to the joint use of frontier watercourses.

Article 15.

Rights in respect of watercourses (Article 14) which were already entered in the waters register or land register at the time of the coming into force of the present Treaty shall be communicated by the competent authorities of either State to those of the other State within six months after the coming into force of the present Treaty, and later entries shall be communicated within three months after the date of entry.

Article 16.

Private agreements concluded up to the present between owners of hydraulic installations and other interested parties regarding the use of water shall be maintained even if one of the parties concerned has become a national of the other State as a result of the modification of the frontier.

Article 17.

Maintenance charges, servitudes and other obligations arising out of rights of the nature specified in Article 14, shall continue to exist, irrespective of the State in whose territory the installation to which the rights or obligations in question relate is situated, and irrespective of the State to which the persons required to carry out such obligations or benefiting thereby belong.

Article 18.

Persons engaged in surveying, constructional or maintenance work on hydraulic installations on the frontier, or responsible for the operations of such installations (engineering works, rivers regulation, improvement, etc.), owners of

installations se trouvant sur les cours d'eau mentionnés à l'article 14 et leurs fondés de pouvoirs, ainsi que les personnes assujetties aux obligations mentionnées à l'article 17 et leurs fondés de pouvoirs, recevront, après entente de détail entre les autorités compétentes des deux Etats, toutes les facilités possibles lorsqu'ils ont à passer la frontière pour exécuter les travaux dont ils sont chargés, pour exercer leurs droits ou s'acquitter de leurs obligations.

Article 19.

Les deux Etats veilleront, chacun sur son territoire, à l'entretien et au fonctionnement régulier des installations se trouvant sur les cours d'eau mentionnés à l'article 14 et à ce que le fonctionnement desdites installations ne soit pas dérangé.

Article 20.

1. Les riverains situés en aval dans le territoire de l'un des Etats sont tenus de recevoir, dans la mesure actuelle, les eaux de surface provenant du territoire de l'autre Etat et débordant naturellement d'un cours d'eau, ainsi que les eaux de drainage.

2. Les eaux provenant de futurs travaux d'amélioration du terrain devront être reçues par les riverains situés en aval d'après une réglementation arrêtée en commun par les autorités des deux Parties et, le cas échéant, moyennant une indemnité.

TROISIÈME PARTIE.

NOUVEAUX DROITS CONCERNANT LES COURS D'EAU ET NOUVELLES INSTALLATIONS HYDRAULIQUES.

Article 21.

Lorsqu'une installation est susceptible de provoquer une modification importante ou durable du régime des eaux d'un cours d'eau frontière ou d'une eau coupée par la frontière, chacun des deux Etats devra tenir compte des réclamations justifiées des intéressés de l'autre Etat.

installations on the watercourses mentioned in Article 14 and their representatives, and also the persons required to carry out obligations mentioned in Article 17 and their representatives, shall be granted, when crossing the frontier, all possible facilities for the purpose of executing their work, exercising their rights or carrying out their obligations, after an agreement on points of detail has been concluded between the competent authorities of the two Contracting States.

Article 19.

Each of the two States shall take steps to ensure, as far as its own territory is concerned, that the installations on the watercourses mentioned in Article 14 are properly maintained and operated, and that the working of the installations is not interfered with.

Article 20.

1. Riparian owners situated downstream in the territory of either State are required to receive, to the present extent, surface water from the territory of the other State which is the natural overflow of a watercourse, and also drainage water.

2. Water due to any land improvements undertaken in the future must be received by the riparian owners situated downstream, in accordance with regulations drawn up in common by the authorities of the two Parties, and in such cases compensation shall, if necessary, be paid.

PART 3.

NEW RIGHTS IN RESPECT OF WATERCOURSES AND CONSTRUCTION OF NEW HYDRAULIC INSTALLATIONS.

Article 21.

If an installation is likely to cause any considerable or permanent change in the flow of a frontier watercourse or of a stream intersected by the frontier, each of the two States shall take account of the legitimate claims of the interested parties in the other State.

Article 22.

1. Les deux Etats encourageront la construction d'ouvrages ayant pour objet la protection des cours d'eau frontières et du lit de crue de ces cours d'eau contre les dommages causés par les hautes eaux, la création d'un régime d'écoulement suffisant, le drainage et l'irrigation des terrains et, enfin, l'utilisation des forces hydrauliques des cours d'eau frontières. On prendra soin, en particulier, lors de la régularisation, d'éviter un assèchement excessif des terrains situés sur l'une ou l'autre rive et à rendre possible leur irrigation.

2. Lors de l'octroi d'un nouveau droit relatif à l'eau, on veillera à ce que ce droit ne porte pas sur le volume d'eau nécessaire pour l'irrigation des terrains adjacents.

QUATRIÈME PARTIE.

AUTORITÉ ET PROCÉDURE.

Article 23.

1. Les décisions concernant les affaires portant sur des questions de droit fluvial seront prises, en principe, par chacun des Etats contractants pour son propre territoire.

2. Les mesures administratives qui concernent des cours d'eau frontières et des droits relatifs à des cours d'eau coupés par la frontière et affectés par cette dernière, ainsi qu'en général des droits relatifs à l'eau dans la zone frontière, ne seront prises en principe que par voie d'entente entre les autorités compétentes des deux Etats. S'il y a péril en la demeure, il pourra être procédé, sur les cours d'eau frontières, à des mesures unilatérales de protection avant même que cette entente soit intervenue. En vue toutefois de la réalisation ultérieure de cette entente, lesdites mesures seront portées immédiatement à la connaissance des autorités compétentes de l'autre Etat.

3. Lorsque de nouvelles installations hydrauliques sur des cours d'eau frontières doivent être construites entièrement sur le territoire de l'un des Etats contractants, il conviendra d'obtenir le consentement de l'autorité compétente de l'autre Etat avant d'approuver la nouvelle installation et d'accorder le nouveau droit.

Article 22.

1. The two States shall promote the construction of works designed to protect the frontier watercourses and their flood area against damage by floods, to regulate the flow of water, to ensure the draining and irrigation of the land and, finally, to ensure the utilisation of the waterpower supplied by the frontier watercourses. Care should be taken in particular, when regulating the flow of water, to prevent the land situated on either bank from becoming excessively dry, and to render possible its irrigation.

2. When new water rights are granted, care shall be taken that they do not affect the volume of water necessary for the irrigation of the adjacent land.

PART 4.

AUTHORITIES AND PROCEDURE.

Article 23.

1. Decisions relating to matters connected with river law shall in principle be taken by each of the Contracting Parties for its own territory.

2. Administrative measures shall in principle only be taken in agreement between the competent authorities of the two States if they relate to frontier watercourses and to such rights in respect of watercourses intersected by the frontier as are affected by the frontier, as also to water rights on the frontier generally. Should there be danger in delay, measures to protect the banks of frontier watercourses may be taken by one side alone before such agreement has been reached. At the same time, however, the competent authority of the other State shall be advised of such measures with a view to an agreement being reached subsequently.

3. When new hydraulic installations on frontier watercourses are to be constructed entirely in the territory of one of the Contracting States, the assent of the competent authority of the other State must be obtained before the new installation is approved and the new right accorded.

4. Lorsque de nouvelles installations hydrauliques sur des cours d'eau frontières et d'autres eaux coupées par la frontière doivent chevaucher sur le territoire des deux Etats ou lorsque de nouvelles installations sur le territoire de l'un des Etats sont susceptibles de provoquer un reflux sur le territoire de l'autre Etat, chacune des autorités compétentes prendra les décisions concernant la partie de l'installation élevée sur son territoire ou le reflux en question. Il conviendra, toutefois, dans la mesure du possible, de faire en sorte que les deux procédures soient menées simultanément, ou tout au moins sans interruption, et que les deux autorités se mettent d'accord en vue d'éviter des contradictions entre les termes des autorisations accordées de part et d'autre.

5. Lorsque de nouvelles installations hydrauliques doivent être établies entièrement sur le territoire de l'un des deux Etats, mais sont susceptibles d'affecter des droits ou des intérêts sur le territoire de l'autre Etat, les autorités de la police des eaux du premier Etat se mettront en rapport avec celles de l'autre Etat pour assurer une compensation des droits et des intérêts des deux parties.

6. Les dispositions des alinéas premier à 5 s'appliquent également à toutes les affaires pendantes au moment de l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 24.

Tous les droits relatifs à l'eau, fondés sur une entente entre les autorités compétentes des deux Etats ou sur une décision du tribunal arbitral mentionné à l'article 35, devront être inscrits dans les registres des eaux des deux Etats.

Article 25.

Les autorités des deux Etats, chargées de l'application des dispositions du chapitre III du présent traité, pourront communiquer entre elles directement.

4. When new hydraulic installations on frontier watercourses and other waters intersected by the frontier are to be constructed partly in the territory of one Contracting State and partly in the territory of the other, or when installations in the territory of one State are likely to cause a reflux in the territory of the other State, each of the competent authorities shall decide with regard to the part of the installation to be constructed in its own territory or with regard to the reflux. Nevertheless, consideration shall be given as far as is possible to the desirability of a simultaneous, or at least a co-ordinated procedure, and an agreement should be concluded between the authorities of the two States with a view to avoiding discrepancies in the terms of the two authorisations.

5. When new hydraulic installations are to be constructed entirely in the territory of one of the two States, but are likely to affect rights or interests in the territory of the other State, the water police of the first named State shall get into touch with the water police of the other State with a view to adjusting the rights and interests of the parties in the two territories.

6. The provisions of paragraphs 1 to 5 shall also apply to all matters pending at the time of the coming into force of the present Treaty.

Article 24.

All water rights based on an agreement between the competent authorities of the two States or on a decision of the arbitral court mentioned in Article 35 shall be entered in the water registers of the two States.

Article 25.

The authorities of the two States responsible for the application of the provisions of Section III of the present Treaty may communicate direct with one another.

CHAPITRE IV

PROTECTION DU TRACÉ DE LA FRONTIÈRE ET ENTRETIEN DES BORNES FRONTIÈRES ET DES JALONS SERVANT A DÉTERMINER LA LIGNE FRONTIÈRE.

Article 26.

Les deux Etats s'engagent à empêcher le déplacement, la destruction ou l'utilisation abusive des bornes frontières, des jalons de mesurage et autres ouvrages servant à marquer la frontière, et à veiller à ce que la nature, la forme, la situation et la direction des berges et des lits des eaux frontières soient maintenues sans changement dans la mesure du possible.

Article 27.

1. Les deux Etats s'engagent à assurer partout où la ligne frontière traverse des forêts ou des taillis, le râclage permanent d'une bande de terrain de un mètre de part et d'autre de la ligne frontière et à empêcher l'établissement sur la bande en question d'installations affectant la netteté de la frontière ou rendant son accès difficile.

2. Les installations existantes ne devront être aménagées conformément aux dispositions de l'alinéa premier que lors de leur renouvellement.

Article 28.

Des bornes privées ne pourront être posées sur la frontière nationale qu'avec l'approbation des autorités allemandes et tchécoslovaques mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 30.

Article 29.

Le soin de constater les lacunes du système de démarcation de la frontière est confié, du côté tchécoslovaque, au service des douanes (*finanční stráž*), et, du côté allemand, aux fonctionnaires du Reich, des Etats ou des communes en service à la frontière. Ces fonctionnaires doivent signaler aux autorités indiquées

SECTION IV.

PROTECTION OF THE COURSE OF THE FRONTIER AND MAINTENANCE OF THE BOUNDARY MARKS AND SURVEY MARKS USED FOR DETERMINING THE FRONTIER LINE.

Article 26.

The two States undertake to prevent the boundary marks, survey marks and other means of indicating the frontier from being removed, damaged or misused, and to ensure that the nature, form, position and direction of the banks and beds of frontier watercourses shall remain unchanged as far as possible.

Article 27.

1. The two States undertake, wherever the frontier runs through forest or brushwood, to arrange for the permanent clearing of a strip of a width of one metre on both sides of the frontier and to prevent the erection on the strip in question of installations which might interfere with the visibility or accessibility of the frontier.

2. Existing installations need only be altered in accordance with the provisions of paragraph 1 upon their renewal.

Article 28.

Private boundary marks may only be erected on the frontier with the consent of the authorities of the two Parties specified in Article 30, paragraph 2.

Article 29.

The duty of ascertaining defects in the marking of the frontier shall, on the Czechoslovak side, devolve upon the Customs service (*finanční stráž*), and, on the German side, upon the officials of the Reich, the States or the Communes who are serving on the frontier. These officials must inform the authorities mentioned in

à l'alinéa premier de l'article 30, les détériorations des bornes frontières, les dangers menaçant ces bornes, l'insuffisance de visibilité du tracé de la frontière ou les infractions à l'obligation de maintenir la ligne frontière libre de tout obstacle.

Article 30.

1. Les autorités politiques de première instance, du côté tchécoslovaque, et les offices des « Landrat » prussiens, du côté allemand, sont chargés, dans leurs circonscriptions respectives, de la suppression des défauts constatés dans le système de démarcation de la frontière.

2. Lorsque les défauts constatés dans le système de démarcation de la frontière ne peuvent être réparés qu'à l'aide des documents relatifs à la frontière ou lorsque la suppression de ces défauts nécessite une modification des données figurant dans les documents de mesurage, les travaux nécessaires seront exécutés, du côté tchécoslovaque, par les fonctionnaires du ministère des travaux publics désignés à cet effet et, du côté allemand, par les fonctionnaires du service topographique compétent.

3. Si, pour des raisons spéciales, une borne frontière ne peut pas être maintenue à son emplacement primitif ou si elle ne peut pas être placée de nouveau audit emplacement, le nouvel emplacement de cette borne devra être choisi d'après les conditions du terrain. Ce nouvel emplacement doit être désigné par des chiffres en corrélation avec les systèmes polygonaux et avec le réseau de coordonnées auxiliaires qui ont servi à la détermination de la ligne frontière.

4. Les services des deux Etats (alinéa premier et 2) pourront communiquer directement entre eux en vue de la suppression des défauts constatés dans le système de démarcation de la frontière.

Article 31.

1. Chaque Etat entretient à ses frais les bornes frontières se trouvant entièrement sur son propre territoire.

2. L'entretien des bornes se trouvant sur la ligne de frontière sera assuré aux frais de la République tchécoslovaque, depuis la borne N° 1 jusqu'à la borne N° 72 et, depuis la borne

Article 30, paragraph 1 of any damage or danger to boundary marks, obscuring of the boundary line or infringement of the obligation to keep the frontier clear.

Article 30.

1. The political authorities of first instance, on the Czechoslovak side and the Prussian *Landrat* offices, on the German side, shall be responsible, in their respective areas, for removing any defects ascertained in the marking of the frontier.

2. In so far as the defects observed in the demarking of the frontier can only be removed with the help of the documents relating to the frontier, or when their removal renders it necessary to modify the particulars contained in the survey documents, this work shall be carried out on the Czechoslovak side, by the officials of the Ministry of Public Works entrusted with this duty, and on the German side, by the officials of the competent survey authorities.

3. If for special reasons a boundary mark can no longer be left in its original place or cannot be set up again in that place, its new situation shall be chosen according to the local conditions. The new position shall be indicated by figures relating to the polygons and auxiliary coordinates used for determining the frontier line.

4. The services of the two States (paragraphs 1 and 2) may communicate direct with one another with a view to the removal of defects in the marking of the frontier.

Article 31.

1. Each State shall maintain at its cost the boundary marks situated entirely in its territory.

2. The boundary marks situated on the frontier line shall be maintained at the cost of the Czechoslovak Republic from boundary stone No. 1 to boundary stone No. 72 and from

N° 120, exclue, jusqu'à la borne N° 146, et aux frais de l'Allemagne depuis la borne N° 72, exclue, jusqu'à la borne N° 120 et depuis la borne N° 146, exclue, jusqu'à la borne N° 171. Lorsque le concours du personnel des services topographiques des deux Parties est requis aux termes de l'alinéa 2 de l'article 30, il sera établi sur place un protocole rédigé en deux exemplaires, dans les langues des deux Etats, qui sera transmis aux autorités compétentes accompagné du journal des travaux, des croquis, etc., approuvés par les deux Parties.

3. Chaque Etat supportera les frais personnels encourus du fait de l'intervention du personnel de ses services topographiques.

Article 32.

1. Les fonctionnaires chargés des travaux d'entretien de la frontière et les ouvriers qui les accompagnent pourront, dans l'accomplissement de leur service, circuler librement le long de la frontière et la franchir. Ils pourront également apporter avec eux, en franchise de tous droits et taxes, leurs vivres et équipement de voyage, dans la mesure justifiée par les circonstances, ainsi que les outils et instruments nécessaires pour l'exécution de travaux, sans avoir à les présenter au bureau de douane. Il est entendu toutefois que les outils et instruments, ainsi que les approvisionnements de voyage qui n'auront pas été consommés devront être rapportés par eux à leur retour dans leur pays. Les autorités douanières des deux pays auront la faculté de procéder sur les lieux à une revision douanière. Les fonctionnaires chargés des travaux d'entretien de la frontière devront être munis de cartes de légitimation qu'ils devront produire à toute réquisition des fonctionnaires de service à la frontière. Les cartes de légitimation seront délivrées par l'autorité du pays d'origine des fonctionnaires, mentionnée à l'alinéa premier de l'article 30. Il sera fait usage à cet effet de formulaires imprimés établis dans les langues des deux Etats conformément au modèle ci-annexé (annexe 2). La dimension et la couleur des cartes de légitimation seront fixées par voie d'entente spéciale. Lorsque des ouvriers sont occupés à des travaux, le chef des travaux devra porter sur lui une liste nominative des ouvriers. Les ouvriers devront porter au bras gauche un brassard blanc revêtu du sceau officiel et portant un numéro d'ordre.

boundary stone No. 120 (*exclusive*) to boundary stone No. 146, and at Germany's cost from boundary stone No. 72 (*exclusive*) to boundary stone No. 120 and from boundary stone No. 146 (*exclusive*) to boundary stone No. 171. If the cooperation of the survey officials of the two Parties is required in accordance with Article 30, paragraph 2, a report in two copies shall be prepared on the spot in the languages of the two States and be handed over to the competent authorities, together with the field-books, sketches, etc. which have been adopted and approved.

3. Each State shall bear the personal costs resulting from the cooperation of its survey officials.

Article 32.

1. The officials entrusted with the maintenance of the frontier and the workmen accompanying them may move freely along the frontier and cross it in the course of their work and take with them, free of Customs and other duties, any food and other provisions for the journey that may be deemed reasonable in the circumstances, and also any implements and instruments which they may need for their work, without being obliged to present them at the Customs office. It is understood, however that on their return they bring back such implements and instruments and any provisions for the journey which have not been consumed. The Customs authorities of the two countries may carry out a Customs examination on the spot. The officials entrusted with the maintenance of the frontier must be in possession of identity cards and produce them when requested to do so by the frontier officials. The identity cards shall be made out by the authority of the country of origin of the official, as mentioned in Article 30, paragraph 1. For this purpose, printed forms shall be used, drawn up in the languages of the two States according to the attached model. (Annex 2). The dimensions and colour of the identity cards shall be determined by special agreement. When workmen are employed, the persons in charge of the work shall keep with them a list of the workers. Workmen must wear white brassards on their left arm bearing the official stamp and consecutive numbers. Those in charge of the work shall take steps to ensure that the persons under their orders strictly observe the regulations which

Les chefs des travaux veilleront à ce que les personnes placées sous leurs ordres observent strictement les dispositions qui les concernent. Les personnes qui agissent à l'encontre desdites dispositions ne devront plus être affectées aux travaux d'entretien.

2. Les autorités des deux Etats, mentionnées à l'article 30, devront s'informer mutuellement et informer en même temps le Bureau de douane compétent de l'autre Etat, au moins six jours à l'avance, de tous travaux d'entretien de la frontière.

Article 33.

1. Tous les dix ans, et pour la première fois en 1937, après entente entre les autorités mentionnées à l'alinéa 2 de l'article 30, les délégués désignés par lesdites autorités procéderont conjointement à une inspection de la frontière. Chaque Etat sera libre de faire appel au concours de représentants d'autres autorités ainsi que de particuliers intéressés dans la question. L'inspection sera effectuée sous la direction du délégué de l'autorité de l'Etat auquel incombe l'entretien du secteur de la frontière aux termes de l'alinéa 2 de l'article 31.

2. On procédera à l'inspection de la frontière sur la base des pièces documentaires ; il conviendra de corriger les défauts constatés de peu d'importance dans le système de démarcation de la frontière ou d'ordonner les travaux nécessaires à cet effet.

3. Les résultats de l'inspection seront consignés dans un protocole établi sur les lieux, en deux exemplaires, dans les langues des deux Etats, et transmis aux autorités compétentes.

4. Chaque Etat assume les frais des personnes désignées par lui conformément à l'alinéa 1 ; pour les frais matériels, il sera fait application des dispositions des alinéas premier et 2 de l'article 31.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 34.

Les Etats contractants se communiqueront mutuellement le nom des autorités compétentes visées par le présent traité.

concern them. Persons infringing the regulations shall no longer be employed on maintenance work

2. The authorities of the two States mentioned in Article 30 shall inform one another, and also the competent Customs office of the other State, if possible six days in advance, of any frontier maintenance work

Article 33.

1. Every ten years (for the first time in 1937), after agreement between the authorities mentioned in Article 30, paragraph 2, a joint inspection of the frontier shall be carried out by the representatives of these authorities. Both Parties shall be free to call upon representatives of other authorities or upon interested private persons. The inspection shall be carried out under the direction of the delegate of the authority of the State responsible for the upkeep of the frontier section, in accordance with Article 31, paragraph 2.

2. The inspection of the frontier shall be carried out in conformity with the documents ; minor defects observed in the marking of the frontier shall be removed or arrangements made for carrying out the necessary work.

3. A report on the results of the inspection shall be drawn up in duplicate in the languages of the two States and transmitted to the competent authorities.

4. Each State shall bear the costs in respect of the persons appointed by it in accordance with paragraph 1, while the material costs shall be governed by the provisions of Article 31, paragraphs 1 and 2.

SECTION V.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 34.

The Contracting States shall communicate to each other the names of the competent authorities for the purposes of the present Treaty.

Article 35.

1. S'il vient à surgir un différend au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, le différend sera, à la demande de l'un des deux Etats, soumis à la décision d'un tribunal arbitral; il en sera de même pour la question préalable de savoir si le différend porte sur l'interprétation ou sur l'application du traité. La décision du tribunal arbitral sera obligatoire. Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque différend de la manière suivante: chaque Etat désigne comme arbitre un de ses ressortissants et les deux parties choisissent comme surarbitre un ressortissant d'un troisième Etat. Si, dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle la demande de décision arbitrale a été formulée, les deux Parties contractantes ne tombent pas d'accord sur le choix du surarbitre, elles demanderont conjointement au président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'Arbitrage de La Haye de nommer un surarbitre. Les deux Etats contractants se réservent de se mettre d'accord pour une période donnée sur la personne du surarbitre. Les dépenses occasionnées par l'intervention du surarbitre seront supportées à parts égales par les deux Etats.

2. Le tribunal arbitral rendra également, une décision obligatoire pour les deux Etats, dans les cas prévus aux articles 5 et 6 et aux alinéas 2 à 4 de l'article 23 en tenant compte d'une manière équitable des intérêts des parties, si les autorités compétentes des deux Etats contractants ne tombent pas d'accord sur ces questions.

Article 36.

A l'exception des cas prévus par l'article 9 et par l'alinéa premier de l'article 32, les règlements douaniers des deux Etats, ainsi que les autres accords intervenus entre eux, ne seront pas affectés par le présent traité.

Article 37.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des instruments de ratification aura lieu le plus tôt possible à Prague.

2. Le traité entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de quatre semaines à partir de l'échange des ratifications et demeurera en vi-

Article 35.

1. Should a dispute arise with regard to the interpretation or application of the present Treaty, such dispute shall, at the request of either State, be submitted to an arbitral tribunal for decision. This shall also apply to the preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the Treaty. The decision of the arbitral tribunal shall be binding. For every dispute, the arbitral tribunal shall be constituted as follows: each State shall appoint as arbitrator one of its nationals and the two Parties shall choose as President a national of a third State. If, within one month of the date on which the request for an arbitral decision has been made, the Contracting Parties have not agreed on a President, they shall jointly request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to make the appointment. The two Contracting States reserve the right to agree in advance on the President for a given period. The expenses arising from the cooperation of the President shall be borne by the two Parties in equal shares.

2. The arbitral tribunal shall also take a binding decision in the cases mentioned in Articles 5 and 6 and Article 23, paragraphs 2-4, after giving due consideration to the interests of the parties, if the competent authorities of the two Contracting States have been unable to arrive at an agreement.

Article 36.

Apart from the cases mentioned in Article 9 and Article 32, paragraph 1, the Customs regulations of the two States and other agreements concluded between them shall not be affected by the present Treaty.

Article 37.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification exchanged as soon as possible at Prague.

2. The Treaty shall come into force four weeks after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until

gueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé d'un commun accord par les deux Parties.

it has been modified or abrogated by agreement between the two Parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Fait à Berlin, le 3 février 1927, en deux exemplaires, en tchécoslovaque et en allemand, les deux exemplaires faisant également foi.

Done at Berlin, on February 3, 1927, in two copies, in Czechoslovak and in German, both texts being authentic.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

(L. S.) Paul ECKARDT.

ANNEXE 1

(Pour le texte français voir ci-dessus, pages 234 à 238.)

ANNEXE 2.

RECTO

Carte de légitimation N° (*)

Valable jusqu'au 19..... (*)

M (Fonctions et nom)

accompagné de ouvriers (*)

a été chargé de la direction des travaux d'entretien de la frontière, en vertu des dispositions de l'article 32 du Traité entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand pour la réglementation du statut de la frontière décrite à l'article 83 du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

....., le 19..... (*)

(Lieu et date de la délivrance.)

(Sceau.)

(Autorité qui délivre la carte.)

(*) A remplir en chiffres arabes.

VERSO

Le titulaire de la présente carte et les ouvriers qui l'accompagnent sont autorisés, dans le secteur des travaux, à circuler librement le long de la frontière et à franchir la frontière en apportant avec eux, en franchise de tous droits et taxes, leurs vivres et équipements de voyage, dans la mesure justifiée par les circonstances, ainsi que les outils et instruments nécessaires pour l'exécution des travaux sans avoir à les présenter au bureau de douane. Il est entendu, toutefois, que les outils et instruments, ainsi que les approvisionnements de voyage qui n'auront pas été consommés devront être rapportés par eux à leur retour dans leur pays. Les autorités douanières des deux pays auront la faculté de procéder sur les lieux à une revision douanière.

Lorsque les ouvriers sont affectés à des travaux, le titulaire devra porter sur lui une liste nominative des ouvriers. Les ouvriers devront porter au bras gauche un brassard revêtu du sceau officiel et portant un numéro d'ordre. Le titulaire de la carte veillera à ce que les personnes placées sous ses ordres observent strictement les dispositions qui les concernent. Les personnes qui agissent à l'encontre desdites dispositions ne devront plus être affectées aux travaux d'entretien.

Après l'achèvement des travaux, la présente carte, la liste nominative ainsi que les brassards des ouvriers devront être retournés à l'autorité qui a délivré la carte.

ANNEX I.

GERMANO-CZECHOSLOVAK BOUNDARY DELIMITATION COMMISSION.

PROCÈS-VERBAL RELATING TO THE DELIMITATION

OF THE FRONTIER BETWEEN GERMANY AND THE CZECHOSLOVAK STATE.

(Ratibor and Leobschütz Section).

In execution of the provisions of Article 83 (paragraphs 4 to 8 inclusive) of the Treaty of Peace between the Allied and Associated Powers and Germany signed at Versailles on June 28, 1919, a Boundary Commission composed of a British delegate, a French delegate, an Italian delegate, a Japanese delegate, a Polish delegate and a Czechoslovak delegate fixed the boundary between Upper Silesia and the Czechoslovak State in the Ratibor district. The result of the work of this Commission is set out in the " Procès-Verbal " relating to the Delimitation of the Boundary between Poland and the Czechoslovak State, Ratibor Section", signed at Opava (Troppau) on December 6, 1920, by the members of the said Boundary Commission, which, with its Annexes, is attached to the present Procès-Verbal.

Further, the Conference of Ambassadors decided, by a Resolution of July 20, 1920, that, should the territory situated north of the boundary thus traced be allotted to Germany as a result of the Upper Silesian plebiscite, this boundary would only become definitive after an examination of any observations which the German Government might formulate in this connection. Following upon this Resolution and the result of the plebiscite in Upper Silesia, the Conference of Ambassadors decided on March 1, 1922 (Decision notified by the Secretariat on March 8, 1922), to set up a Germano-Czechoslovak Commission to examine the detailed observations made by the German Government in connection with the delimitation of the boundary between Upper Silesia and the Czechoslovak State and rapidly to revise the tracing of this frontier line, taking into account the observations of the German Government if they were justified, and that this Commission would be composed of Commissioners of the Principal Allied Powers and of the Czechoslovak Commissioner of the Polish-Czechoslovak Commission (but not of the Polish member of this Commission), and of a Commissioner appointed by the German Government.

The Conference of Ambassadors also called upon the three Boundary Commissions (Germano-Polish, Polish-Czechoslovak and Germano-Czechoslovak) to meet in plenary session with a view to fixing on the ground the point common to the three frontiers of Poland, Czechoslovakia and Germany.

Finally, the Conference of Ambassadors, by a Decision notified by a letter from the Secretariat, dated January 30, 1923, instructed the Germano-Czechoslovak Commission to determine the part of the Germano-Czechoslovak frontier referred to in Article 83 (paragraphs 2 and 3) of the Treaty of Versailles and constituted by the line which, before the Treaty, formed the administrative boundary between the Kreise of Leobschütz and Ratibor, starting from a point situated on that line about two kilometres south-east of Katscher to the former frontier between Germany and Austria-Hungary.

The following were appointed members of the Germano-Czechoslovak Commission.

BY THE BRITISH GOVERNMENT :

Lieutenant-Colonel CAREY, Engineers, Commissioner ;

BY THE FRENCH GOVERNMENT :

Lieutenant-Colonel UFFLER, Infantry, Commissioner ;

BY THE ITALIAN GOVERNMENT :

Lieutenant-Colonel PELLICELLI, General Staff, Commissioner ;

BY THE JAPANESE GOVERNMENT :

Major ANDO, General Staff, Commissioner ;

BY THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. GOEPPERT Minister Plenipotentiary, Commissioner ;

BY THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK STATE :

M. ROUBÍK, Engineer, Chief of Section at the Czechoslovak Ministry of Public Works, Commissioner.

The Commissioners specified above and duly accredited, carried out the work of delimiting the frontier between Germany and the Czechoslovak State (Ratibor and Leobschütz Sections) as stated hereinafter. Major Ando, the Japanese Commissioner, participated in this work until February 25, 1923, when he retired from the Commission on the instructions of his Government, as notified to the Chairman of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission by letter from the Secretariat of the Conference of Ambassadors dated December 4, 1922, a copy of which is attached to the present Procès-Verbal.

Article I.

The minutes of the meetings of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, six in number, bearing the signature of the Commissioners and their respective stamps are to be found in a Collection of Documents drawn up in three copies in French and attached to the present Procès-Verbal.

Article II.

A. *Ratibor Section.*

The frontier line described in Article 83 (paragraphs 4 to 6 inclusive) of the Treaty of Versailles and determined, marked, traced and described in 1920 by the Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, has undergone certain partial modifications decided upon by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in the following parts (from East to West) :

- (1) Between principal boundary stone No. 8, and principal boundary stone No. 13 (Rakowicc Colony).
- (2) Between principal boundary [stone No. 25 and principal boundary stone No. 42 (Commune of Owschütz).
- (3) Between principal boundary stone No. 56 and principal boundary stone No. 63 (north-west part of the domain of Neuwoschütz).
- (4) Between the former intermediate boundary stone No. 80/2 (new principal boundary stone No. 81) and the former intermediate boundary stone No. 84/3 (new intermediate boundary stone No. 84/4) to the north-east of Kuchelna.
- (5) Near principal boundary stone No. 85 (level crossing}over the Kuchelna-Kranowitz line).
- (6) Between intermediate boundary stone No. 99/3 and intermediate boundary stone No. 100/2 (immediately to the West of the village of Klein Peterwitz).

These changes gave rise to corresponding changes in the position and numbering of the boundary stones laid down in 1930.

They necessitated :

- (a) Changes in certain sheets of the detailed frontier map, drawn to a scale of 1 : 2,500 in 1920, and the documents of demarcation and reference points relating thereto ;
- (b) The cancellation of sheets of the detailed frontier map, drawn to a scale of 1 : 2,500 in 1920, and the particulars of demarcation and reference points relating thereto
- (c) The preparation of new sheets of the detailed frontier map drawn to a scale of 1 : 2,500.

B. *Leobschütz Section.*

The frontier line defined in Article 83 (paragraphs 2 and 3) of the Treaty of Versailles has also been determined, marked, traced and described in execution of and in accordance with the stipulations of the Treaty and the Instructions for Boundary Delimitation Commission (approved by the Conference of Ambassadors at its meeting on July 22, 1920).

Article III.

The Germano-Czechoslovak frontier is described :

(1) In the General Description of the Frontier (Ratibor-Leobschütz Sections), which shows the main lines of the planimetry of the land and the boundaries of communes followed by the frontier ;

(2) (a) For the Ratibor Section :

In the Detailed Description and in the demarcation and reference point registers attached to the Delimitation Procès-Verbal signed on December 6, 1920, for the parts of the frontier determined in 1920, which were not modified by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission ;

In the sketches for the parts of this frontier which were modified. These sketches take the place of the Detailed Description and the demarcation and reference point registers ; they indicate the natural or artificial irregularities in the planimetry of the land followed or met with by the frontier, the respective positions of the various boundary stones in relation to these irregularities, the angles and the length of the sides of the frontier polygon, as also the measurements connecting these with the intermediate points of the frontier line and the planimetric survey of the land ;

(b) For the Leobschütz Section :

In sketches similar to those just described.

The sketches contain 6 sheets for the Ratibor Section and 9 for the Leobschütz Section. All these documents (Ratibor and Leobschütz Sections) are drawn up in 3 copies in French and attached to the present Procès-Verbal.

Article IV.

The tracing of the frontier is shown on the general map drawn to a scale of 1 : 25,000 and on the detailed map drawn to a scale of 1 : 2,500 for the Ratibor Section and 1 : 5,000 for the Leobschütz Section, in black, with a strip coloured :

Light green on the German side,
Pink on the Czechoslovak side.

The general map was prepared by revising the German map drawn to a scale of 1 : 25,000 only the principal boundary stones being shown.

It consists of four sheets.

The detailed map was prepared on the spot.

It consists of 23 sheets for the Ratibor Section and five sheets for the Leobschütz Section.

The names are written on the maps in German on the German side and in Czech on the Czechoslovak side.

Article V.

The General Description of the Frontier, drawn up in 3 copies in French, is signed by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The general map drawn to a scale of 1 : 25,000 and the detailed maps drawn to a scale of 1 : 2,500 and 1 : 5,000 have all been drawn up in three copies.

The sheets of the general map drawn to a scale of 1 : 25,000 are signed by the German and Czechoslovak experts who carried out the work of revision and countersigned by the Commissioners of the Powers concerned.

(a) *Ratibor Section* :

The sheets of the detailed frontier map drawn to a scale of 1 : 2,500, which have not been modified, contain the following remark in red :

Frontier revised without modification in 1922 and 1923 by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission, and are signed by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The sheets of the detailed frontier map drawn to a scale of 1 : 2,500 and the modified documents contain the following remark in red :

Modifications made by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1922 and 1923 in the frontier line determined by the Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1920, and are signed by the experts who made the modifications and countersigned by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The new sheets of the detailed 1 : 2,500 frontier map prepared in 1922 and 1923 bear the signature of the experts who made the survey and are countersigned by the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The sheets of the detailed frontier map drawn to the scale of 1 : 2,500 and the cancelled documents contain the following remark in red :

Cancelled as a result of the modifications made by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1922 and 1923 in the frontier line determined by the Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in 1920, followed by the signatures of the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The erasures to which the modifications made by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in the frontier determined in 1920 have given rise in the final documents are made in red ink and approved by the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

The sketches bear facsimiles of the signatures of the Directors of Technical Work and the Commissioners of the Powers concerned.

(b) *Leobschütz Section* :

The sheets of the detailed map drawn to a scale of 1 : 5,000 with the general table and the sketches are combined in an atlas : each sheet of the map and sketches bears the signature of the Directors of Technical Work and the Commissioners of the Powers concerned.

The title sheet of this atlas, which is attached to it by a thread and a seal, bears the signatures of the Commissioners of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission.

Article VI.

When the frontier follows a road or path, watercourse or ditch, the frontier line is the median line of the road or path properly speaking, or the watercourse or ditch with the exception of the parts of the road or path which have been the subject of a special decision.

Article VII.

The use and upkeep of the roads or paths, watercourses or ditches referred to in the previous Article shall be governed by a Convention between the two States concerned. This Convention

shall also govern the supervision and maintenance of frontier marks and all other questions of a legal nature arising out of the delimitation.

Article VIII.

At the request of the Commission a special Convention concerning the facilities to be accorded by both sides in respect of the communications between Germany and the territories which have become Czechoslovak was signed on March 4, 1924, at Opava (Troppau) by the Plenipotentiaries of the two States concerned. A copy of this Convention, certified correct by the Commissioners of the two States concerned, is attached to the pre sent Procès-Verbal.

Article IX.

The determination on the ground of the point common to the three frontiers of Germany, Poland and the Czechoslovak State was effected in accordance with the Decision of the Conference of Ambassadors dated March 1, 1922 ; the result was entered in the minutes of the meeting of the Chairmen and Commissioners concerned of the Germano-Polish, Germano-Czechoslovak and Polish-Czechoslovak Boundary Delimitation Commissions, held on March 11, 1923, at the hunting-box of Gross-Gorschütz (Poland).

These minutes appear together with the minutes of the Germano-Czechoslovak Boundary Delimitation Commission in the Collection of Documents mentioned in Article I.

Article X.

The Commission, after satisfying itself that the boundary stones are really situated at the most suitable points for marking the frontier line in a clear and durable manner, and that they bear the inscriptions, numbers and references provided for in the list relating to the supplying and cutting of boundary stones,

after satisfying itself that the three copies of each of the documents attached to the present Procès-Verbal concord with one another,

and after having, in pursuance of its decision of March 14, 1923 relating to the occupation of the territories by the several States to which they were allocated, ratified the occupation by the States concerned of the lands allocated to them by the votes of the Commission of May 3, 1923, has concluded this Procès-Verbal.

In faith whereof, the above-mentioned Commissioners have signed the present Procès-Verbal in three copies in French and have affixed their respective stamps thereto.

Done at Prague, the twenty-eighth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signatures.)

ANNEX 2.

FRONT.

Identity Card No. *)

Valid until 19..... *)..

.....
(Official position and name)

accompanied by workmen *),

has been entrusted with the direction of the frontier maintenance work in virtue of the provisions of Article 32 of the Treaty between the Czechoslovak Republic and the German Reich regulating the frontier relations on the frontier described in Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919.

....., 19..... *)..

(Place and date of issue.)

(Seal.)

(Authority issuing the card.)

*) To be filled up in Arabic figures.

BACK.

The holder of this card and the workmen accompanying him are entitled, in the sector where the work is being carried out, to move freely along the frontier and to cross it, and also to take with them, free of Customs or other duties, food and such other provisions for the journey as may be deemed reasonable in the circumstances, and also any implements and instruments which they may need for their work, without being obliged to present them at the Customs office. It is understood, however, that, on their return, they bring back such implements and instruments and any provisions for the journey which have not been consumed. The Customs authorities of the two countries may carry out a Customs examination on the spot.

When workmen are employed, the holder of the card shall keep with him a list of the workmen. Workmen must wear white brassards on the left arm bearing the official stamp and consecutive numbers. The holder of the card shall take steps to ensure that the persons under his orders strictly observe the regulations which concern them. Persons infringing the regulations shall no longer be employed on frontier maintenance work.

On completion of the work, the present card, the list of workmen and the brassards, shall be returned to the authority which issued them.